

REGARD SUR LE QUÉBEC...**Les réalisations à portée gouvernementale au SSIGRI**

- ORIENTATIONS -

Lancement du cadre commun d'interopérabilité (CCI) du gouvernement du Québec à l'automne 2003

Le [cadre commun d'interopérabilité](#) en cours de consultation.

L'équipe de la *Direction de l'architecture et de l'infrastructure* du Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles procède à l'enquête élargie relative à la première version du cadre commun d'interopérabilité (CCI) auprès des ministères et organismes (M/O) du gouvernement du Québec.

À cet effet, les M/O sont invités à formuler des commentaires sur son contenu. Les commentaires devront être reçus au plus tard le 19 décembre 2003.

Les M/O sont invités à remplir le formulaire « Grille d'acceptation ou de refus des composants du CCI ». Pour chaque composant, s'il y a un désaccord d'exprimer, le M/O devra fournir les raisons techniques motivant leur décision en utilisant le formulaire détaillé « Commentaires sur le CCI en version enquête élargie ».

Les différents volets qui constituent le CCI, les deux formulaires mentionnés ci-dessus ainsi que l'index informatisé permettant d'effectuer des recherches pertinentes sont disponible en cliquant à l'adresse suivante :
http://www.inforoute-gouvernementale.qc/cadre_inter.htm

Une série de présentations et de rencontres sont planifiées au cours des mois de novembre et janvier pour les auditoires suivants : architectes de données, architectes fonctionnels, architectes réseaux et chargés de projets. En ce qui a trait aux rencontres, elles ont pour objectif de débattre des composants problématiques afin de parvenir à un consensus.

Les composants qui constituent le CCI dans sa première version sont assemblés dans quatre volets distincts :

Volet 1 - Intégration des données et des processus d'affaires

- Modélisation et représentation des données
- Documents et processus d'affaires
- Répertoires
- Applications propres à l'information géographique

Volet 2 - Échanges et présentation des documents

- Structure et présentation des documents
- Adaptations d'un document en fonction des profils des utilisateurs et des contraintes d'utilisation

Contenu du CCI :

Le CCI découpe en quatre volets le système d'information du gouvernement du Québec et sélectionne, pour chacun, les normes techniques afin d'assurer une interopérabilité technologique, sémantique et méthodologique.

- Formats de présentation et accessibilité des documents selon les contextes de remise
- Compression et archivage de documents
- Mécanismes élémentaires de sécurisation des documents

Volet 3 - Interconnexion de systèmes de télécommunications et de systèmes informatiques

- Protocoles et services d'interconnexion
- Services de courrier électronique et d'échange de nouvelles
- Services multimédias
- Services WEB
- Qualité de service d'une interconnexion de systèmes

Volet 4 - Soutien de la langue française et internationalisation des documents

- Soutien de la langue française et internationalisation pour les données écrites
 - Soutien de la langue française et internationalisation en entrée et en sortie des systèmes informatiques
 - Soutien de la langue française et internationalisation pour les données vocales
-

- INNOVATION -

Développement rapide d'applications : L'expérience du MESSF (partie 2 : Démarche de développement)

Voir partie 1 dans le bulletin de septembre



L'approche de développement rapide d'application (RAD), utilisée dans le cadre du développement de trois services en ligne au ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, a permis de livrer dans de courts délais limités des applications performantes, stables et conviviales. Comment la démarche de développement se planifie et s'organise?

Entrevue avec Bertrand Lauzon, Chef de service de la Direction du développement et de la continuité « *Emploi* » de la DAGTI, MESSF, 14 juillet 2003

Pour Bertrand Lauzon, chef des services en ligne emploi, une emphase particulière doit être mise sur l'architecture. Selon lui, l'architecture doit répondre à 85-90% des besoins exprimés par le client avant que le développement ne débute. Cette phase comprend des tests d'utilisabilité, de compatibilité technologique et d'ergonomie. À la fin de cette phase, un prototype, incluant une maquette ergonomique et une interface, est présenté au client avec toutes les options développées. Pour monsieur Lauzon, l'architecture doit être solide et validée par l'équipe d'architecture et d'intégration avant de passer au développement de l'application.

MESSF, 2 juillet 2003,
[« Services en ligne emploi »](#)

Dans l'approche RAD, un découpage des livraisons en plusieurs livraisons intermédiaires, ou microlivraisons, est privilégié. À chaque microlivraison, des essais sont effectués et amènent des corrections, des bonifications et l'ajout de nouvelles fonctionnalités à l'application. Un groupe d'utilisateurs-décideurs effectue des tests et donne ses impressions sur l'application tout au long du projet. Un dossier fonctionnel évolutif est constitué entre chacune de ces microlivraisons pour conserver une trace des changements apportés. Pour monsieur Lauzon, cette façon de faire amène un avantage important : les utilisateurs-décideurs peuvent s'approprier progressivement l'outil et émettre leurs commentaires régulièrement au cours du développement.

Ces ajustements continus permettent de passer rapidement à l'acceptation de l'outil à la fin du projet, comme il est déjà connu du client.

Au MESSF, le RAD a permis de respecter les délais de livraison prévus tout en offrant une application performante qui répond aux besoins du client. Dans le cadre de Placement en ligne, le RAD a permis de réaliser 4 livraisons, nécessitant 3 à 10 mois chacune. En 2002-2003, Placement en ligne a été consulté par 10 000 citoyens et entreprises et compte 314 000 offres d'emploi, 45 000 entreprises inscrites et 155 000 candidatures.



- INNOVATION -



ÉTATS-UNIS

Projet de création d'un portail pour les relations G2G dans l'État de New York

Le Center for Technology in Government (CTG) de l'Université de l'Albany a lancé un projet de création d'un portail unique pour faciliter les relations administratives entre les différents paliers gouvernementaux de l'État de New York. Le State-Local Internet Gateway Prototype Project vise à déterminer si un portail intégré permettrait de faciliter la communication et d'avoir des services plus cohérents et mieux coordonnés entre les municipalités, les comtés et le gouvernement central de l'État fédéré. Le CTG procédera à l'évaluation des facteurs politiques, administratifs, technologiques et financiers qui influencent le développement du prototype.

[Center for Technology in Government](#)

State-Local Internet Gateway:
[Prototype Project](#)

Dans la première phase du projet, le CTG a tenté de déterminer quels seraient les caractéristiques, les avantages et les freins à la création d'un portail idéal. Un rapport intérimaire présente les éléments suivants :

- Caractéristiques idéales
 - o Gouvernance conjointe par les administrations centrales et locales;
 - o Décisions guidées par les objectifs d'affaire;
 - o Portail abordable pour toutes les parties intéressées;
 - o Solvabilité financière du portail;
 - o Politiques de sécurité contre les menaces et les mauvaises utilisations;
- Contenu
 - o Données précises, authentiques et de qualité;
 - o Applications et informations dynamiques et à jour;
 - o Contenu modulaire, flexible, polyvalent et ouvert à amélioration;
- Conception et utilisation
 - o Facile d'utilisation pour des personnes à compétences variables;
 - o Applications qui répondent aux besoins des utilisateurs;
 - o Fiabilité et accessibilité pour les utilisateurs de tous les paliers;
 - o Protection contre les menaces externes et internes;
 - o Conception modulaire, flexible, polyvalente et ouverte à amélioration.
- Avantages
 - o Efficience : économies d'échelle et dissémination plus rapide de l'information;
 - o Coordination et cohérence accrues : processus partagés, définition commune des données, meilleure coordination entre les paliers central et locaux;
 - o Qualité et accessibilité des données : réutilisation de l'information, gestion améliorée des données.

- Obstacles
 - o Coûts : coûts initiaux élevés, distribution du financement;
 - o Défis de complexité : règles et pratiques conflictuelles, diversité des gouvernements locaux, capacités variables, systèmes patrimoniaux (legacy systems) en place;
 - o Politiques : compétition avec d'autres projets gouvernementaux, continuité de l'appui politique, détermination de la structure d'autorité.

Pour compléter la première phase, il reste à définir la structure et le contenu du portail. Cette phase sera complétée au printemps 2003. Ensuite, dans la seconde phase, le CTG, en collaboration avec les partenaires des différents paliers gouvernementaux, procédera au développement, à l'essai et à l'évaluation du prototype. On compte terminer cette phase à l'été 2004.

Le développement des relations G2G au sein des grands États est essentiel pour réaliser le plein potentiel du gouvernement électronique.

- ORIENTATION -

Utilisation des nouvelles technologies de l'information pour réduire la crise budgétaire dans le secteur public

Deloitte Research a réalisé une étude en juillet 2003 qui propose d'utiliser les nouvelles technologies de l'information (NTI) pour résoudre la crise budgétaire qui frappe présentement les administrations publiques américaines. Plus de 85 % des 40 répondants, des CIO d'administrations de différents paliers, prévoient que les budgets alloués aux NTI seront réduits dans l'année qui vient. Les chercheurs recommandent néanmoins de prioriser les investissements technologiques dans les budgets, notamment parce qu'ils permettent de réduire les dépenses administratives et de diminuer les coûts de programme. Les gouvernements devraient donc financer ces investissements en éliminant le gaspillage au sein des budgets de NTI eux-mêmes. Pour ce faire, les auteurs proposent une approche qu'ils appellent « Rightsizing IT » et qui se décline en trois principales stratégies : la consolidation des technologies, l'impartition de contrats au secteur privé et le partage de systèmes entre les agences.

Deloitte Research :

[Study](#) : The power of information technology in addressing budget shortfalls

[Study](#) : Information technology can help address budget crisis, say public sector CIOs

Ils identifient, de plus, quatre freins potentiels à l'utilisation de la technologie pour réformer le gouvernement : le manque de leadership, les coupures dans le financement des NTI, le manque de professionnels expérimentés dans le secteur public et la compétition de programmes considérés plus prioritaires.

Plus de 90 % des répondants pensent que les NTI sont importantes pour résoudre la crise budgétaire, plus de 80 % croient qu'il est pertinent de consolider et d'impartir pour réduire les dépenses des budgets existants et plus de la moitié pensent que les dépenses en matière de NTI sont insuffisantes.

Les NTI sont un outil efficace pour réduire les dépenses des agences gouvernementales, mais elles nécessitent une planification et un financement efficaces.

Les pressions budgétaires poussent les administrations américaines à recourir aux logiciels libres [Government Technology International](#)

Selon l'article du Government Technology International, les pressions budgétaires incitent les administrations américaines à utiliser davantage les logiciels libres (open source software). Bien que des compagnies commencent à commercialiser leur support et leurs services aux utilisateurs, les logiciels libres peuvent être téléchargés gratuitement. L'utilisation de ces logiciels dans le secteur public est embryonnaire. Elle suit les pas des grandes entreprises informatiques du secteur privé telles que IBM et Hewlett Packard. L'article présente quelques exemples d'utilisation dans les administrations publiques :

- Bureau du Secrétaire d'État à Rhode Island : base de données électronique contenant les règlements pour les résidents des États américains;
- Division de l'Information et des Communications du gouvernement d'Hawaii : intranet pour les employés de la branche exécutive de l'État.

Récemment, deux États américains, l'Oregon et le Texas, ont adopté des législations pour autoriser les agences gouvernementales à recourir aux logiciels libres et ainsi niveler le terrain entre les logiciels libres et commerciaux.

Les avantages des logiciels libres sont de trois ordres :

- Financier : économies sur les coûts d'achat et de mise à jour des logiciels;
- Administratif : temps d'acquisition quasi nul et formalités minimales;
- Technique : les produits sont conçus sur la base de normes qui facilitent l'échange de données et assurent l'interopérabilité.

Les principaux obstacles à l'utilisation de ces logiciels sont la formation et la sensibilisation sur le sujet. Plusieurs mythes sont à défaire comme ceux qui allègent que les logiciels libres ne sont pas fiables, ne sont pas utilisés par des grandes entreprises, ne peuvent être utilisés avec les logiciels commerciaux de Microsoft, etc.

Les logiciels libres permettent aux agences gouvernementales de faire des économies tout en se dotant rapidement de produits normalisés et évolutifs.



UNION EUROPÉENNE

Projets coopératifs en matière de gouvernement électronique entre les États de la mer Baltique

Une conférence sur le gouvernement électronique pour les États de la mer Baltique s'est tenue à Vilnius en janvier dernier sous les auspices du gouvernement de Lituanie et du Northern eDimension Actionline eGovernment (NeDAP). Le but de la rencontre était d'identifier et d'initier des projets coopératifs entre les États de la mer Baltique dans les champs où des problèmes similaires existent. Quatre projets ont été retenus :

[Report eGovernment for the Baltic Sea States](#)

[Survey Released on the Baltic Region Information Society](#)

- Approvisionnement électronique du secteur public : évaluation des besoins et projet pilote avec objectif d'intégrer les différentes approches nationales d'approvisionnement électronique en une solution unique;
- Signature électronique, identification électronique, cartes à puce et autorité de certification : étude de faisabilité du Nordic Trust Center qui aurait pour mandat d'identifier ou de développer des moyens sécuritaires et légaux permettant aux citoyens et aux entreprises d'assurer l'authenticité des documents gouvernementaux;
- Information électronique sur le secteur public : établissement d'un réseau d'échange d'information et de partage de systèmes et de logiciels liés à l'information électronique sur le secteur public. La vision à long terme est d'établir une norme commune pour l'échange d'information au sein des administrations publiques;
- Sécurité électronique des Intranets gouvernementaux : étude de faisabilité d'une architecture pour la transmission sécuritaire d'information entre les administrations nationales des États baltiques et les institutions de l'Union européenne.

La coopération interétatique, en disséminant les bonnes pratiques et en favorisant l'interopérabilité des systèmes nationaux, peut être un moyen d'accélérer le développement du gouvernement électronique.

L'@é dans le monde

Québec

- ★ Le Groupe conseil sur l'allégement réglementaire vient de remettre au premier ministre du Québec son [rapport 2003](#) qui met de l'avant le déploiement d'une administration en ligne, particulièrement à l'intention des entreprises.

Ontario

Le gouvernement ontarien investit 17,3 millions dans [le développement de communautés intelligentes](#) (smart communities).

[Services de santé électronique](#) : une priorité!

Europe

- ★ Le [rôle](#) futur du gouvernement en ligne en Europe.

[Les récompenses eEurope](#)

[Glossaire multilingue](#) contenant un vocabulaire spécialisé en e-gouvernement.

Afrique du Sud

Le gouvernement sud-africain dispose d'une [politique](#) claire sur le logiciel libre basé sur l'interopérabilité et les normes et standards.

États-Unis

Microsoft [protège](#) ses serveurs avec un dérivé [Linux](#). À cause des problèmes de sécurité de ces derniers temps (failles pour DoS, vers), Redmond a été contraint de faire tourner le système de cache du serveur sur Akamai, dérivé du noyau Linux.

Les [sites Web](#) du gouvernement américains évoluent pour rivaliser avec le secteur privé.

Technologie française pour les nouveaux [passeports américains](#).

Chine

La future [carte d'identité](#) portera l'empreinte génétique de son détenteur.
[Article complémentaire](#)

Corée

[korea.net](#), le portail gouvernement coréen, offre un environnement de navigation convivial et facile à utiliser. Selon un rapport de l'ONU de 2002, le site Web se situe parmi les 15 principaux portails d'entrée sur les 84 sites Web officiels répertoriés sur les gouvernements du monde entier.

Grande-Bretagne

Bientôt un [directeur des systèmes d'information \(DSI\)](#) au sein du gouvernement britannique?

France

[Le premier ministre Raffarin n'est pas satisfait du progrès de son administration vers l'e-gouvernement.](#)

Suisse

La Suisse lance son [programme](#) d'e-gouvernement.

Avis d'expert

Ce mois-ci:

- ✓ **Orientations en RI : veille stratégique**


[Fiche 03: Des accents dans les noms de domaines Internet](#)

À voir...

Étude sur l'amélioration des services de santé au Québec par les TI

Adviso Conseil a publié un document dont l'objectif est d'expliquer comment les technologies de l'information et des communications (TIC) peuvent permettre l'amélioration des services offerts à la population québécoise en termes de santé et de services sociaux.

[Suite...](#)

 est un bulletin produit sous la coordination du Sous-secrétariat à l'inforoute gouvernementale et aux ressources informationnelles du Secrétariat du Conseil du trésor
1500-H, rue Jean-Talon Nord
Sainte-Foy (Québec) G1N 4T5

Secrétariat
du Conseil du trésor
Québec 

Pour vous abonner au réseau de la veille stratégique :

<http://www.inforoute-gouvernementale.qc>

Partage d'informations, questions, commentaires :

Christian Dionne
Veille stratégique
Direction de l'architecture et de l'infrastructure
Téléphone : (418) 644-0908
Télécopieur : (418) 646-3571

christian.dionne@sct.gouv.qc.ca